

Burundi : La radio privée RPA dans le collimateur du CNC

@rib News, 24/07/2011 â€“ Source XinhuaLe Conseil National de la Communication (CNC) a mis en garde dimanche la Radio Publique Africaine (RPA, une radio privée) pour avoir diffusé dans une de ses récentes  ditions des informations susceptibles d'inciter à la haine et compromettre les efforts de réconciliation au Burundi, c'était au cours d'une conférence de presse qu'il a animée ce samedi.  «   Eu égard à la loi de novembre 2003 régissant la presse au Burundi, le CNC considère les informations diffusées comme des incitations à la haine ethnique et pouvant par conséquent avoir des effets négatifs sur la réconciliation et la sécurité des populations.

Ainsi, le CNC met en garde la RPA contre la diffusion de telles informations. Ceci concerne également d'autres médias qui voudraient faire comme la RPA à », a déclaré Pierre Bambasi, président du CNC qui dit avoir suivi de près les informations diffusées par cette radio privée par rapport au comité technique chargé de mettre en place la Commission Vérité et Réconciliation au Burundi. La RPA avait mis en doute l'intégrité d'un des membres de ce comité en la personne de Ndarubagiye Léonce, ancien gouverneur de la province de Muramvya, accusé par le rapport des Nations Unies de 1995 et un autre rapport d'une ligue des droits de l'homme locale d'avoir trempé dans les massacres des personnes d'ethnie tutsi en 1993 consécutifs à l'assassinat du président Melchior Ndadaye (de l'ethnie hutu) le 21 octobre de cette année. La RPA avait alors rappelé ce rapport dans une de ses  ditions diffusées très récemment. Le président du CNC indique qu'il ne fallait pas que la RPA se réfère à un cas qui n'a jamais été confirmé par aucune instance judiciaire.  «   RPA culpabilise certains membres de ce comité des massacres commis pendant la crise qui a secoué notre pays alors qu'aucune instance judiciaire n'a encore établi la responsabilité de ces personnalités dans ces massacres à », a dit Pierre Bambasi qui a ajouté au cours de cette conférence de presse que ces gens restent présumés innocents jusqu'à ce que jugement y relatif soit rendu. Lors de ces massacres de tutsi de 1994, Léonce Ndarubagiye qui est aujourd'hui un des députés burundais de l'Assemblée Législative de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est était gouverneur de la province de Muramvya. Lesdits rapports l'accusent d'avoir convoqué une réunion de réconciliation et que tous les hommes de l'ethnie tutsi ont été tués ce jour-là et les femmes le lendemain. La Commission Vérité et Réconciliation a été mis en place dans le cadre de l'Accord d'Arusha (Tanzanie) pour la paix et la réconciliation au Burundi du 28 août 2000.